

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JEAN BOURDON

## **Le monde antique s'est-il dépeuplé ?**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 89 (1948), p. 102-118

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1948\\_\\_89\\_\\_102\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1948__89__102_0)

© Société de statistique de Paris, 1948, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

## IV

### LE MONDE ANTIQUE S'EST-IL DÉPEUPLÉ? (1)

---

Nous ne possédons pour le monde antique rien qui approche, si peu que ce soit, de la documentation statistique actuelle. La population globale, aujourd'hui donnée première de toute étude démographique, est pour l'Antiquité justement ce qu'il est le plus difficile de connaître : une évaluation très approximative est ici la conclusion dernière de recherches longues et délicates, qui heureusement apportent aussi d'autres résultats. Affirmer la dépopulation d'un pays avant les recensements (2), c'est assurer que sa population est passée d'un chiffre inconnu à un autre chiffre également inconnu, mais qu'on a lieu de croire inférieur au premier. Les lacunes de la documentation nous ont fait choisir le plan et la méthode, qu'on jugera peut-être insolites, de la présente étude (3).

#### I

#### FACTEURS DE DÉPOPULATION

1<sup>o</sup> La *Mortalité générale* était-elle il y a cent cinquante ans beaucoup plus élevée qu'aujourd'hui et plus encore dans les villes que dans les campagnes : quelle pouvait-elle être dans l'Antiquité? Bien supérieure à celle d'aujourd'hui : cela paraît hors de doute, car ni les Grecs ni les Romains n'ont bénéficié des découvertes pastoriennes. Égale à celles qu'on calcula en France au XVIII<sup>e</sup> siècle sur des « têtes choisies » pour dresser les premières tables de mortalité, ou au début du XIX<sup>e</sup> sur toute la population, en utilisant les premiers recensements? Certains historiens actuels la supposent beaucoup moindre, à cause d'un climat plus favorable et permettant plus largement la vie au grand air, des adductions d'eau potable, des exercices du corps et des bains beaucoup plus en honneur, d'une médecine moins absurde que celle qui était en vogue sous Louis XIV et Louis XV. Mais le premier argument ne peut être soutenu : dans l'Europe actuelle la mortalité croît presque toujours du Nord au Midi; les autres ne valent que pour les populations urbaines, seules à profiter des aqueducs, des thermes, des gymnases et de la médecine. Au XVIII<sup>e</sup> siècle la mortalité dans les grandes villes était effroyable et en faisait « les tombeaux de

---

(1) Il est impossible d'énumérer ici les nombreuses études consacrées à ce problème mais il faut rappeler le bel article de M. Landry (*Revue Historique*, janvier 1936, p. 1-33) auquel nous devons beaucoup et même sur les points où nous croyons devoir aboutir à des conclusions différentes des siennes et citer les pages si importantes de M. Ferdinand Lot (*La Gaule*), pp. 392-396.

(2) Ou plus précisément avant la période qui précède les premiers recensements, même médiocres, et qui comporte des évaluations beaucoup moins incertaines que celles auxquelles on se trouve réduit pour les époques plus éloignées.

(3) Nous voudrions les appliquer à toute la démographie historique : elle ne comporte pas de calcul des taux de mortalité ou autres rapports entre le chiffre des décès et le chiffre des habitants, qui sont tous deux inconnus; elle doit débiter par l'étude des causes — présumées — de la mortalité, de la natalité, etc..., étude qui en démographie contemporaine suit au contraire celle des chiffres, c'est-à-dire des faits.

l'espèce humaine » ; admettons, sans en être absolument sûr, qu'à Rome elle n'était pas telle sous Trajan qu'aux environs de 1870 : il serait imprudent d'aller au delà et cela n'a pas grande portée, car les populations urbaines n'étaient qu'une petite minorité et leur taux de mortalité ne modifiait guère celui de l'ensemble du peuple.

2<sup>o</sup> La *Mortalité infantile* s'élève beaucoup dans les étés torrides : en France celui de 1911, où la forte chaleur se prolongea du début de juillet au milieu de septembre, multiplia les décès de 0 à 1 an. De tels étés ne sont pas l'exception mais la règle sous le climat méditerranéen. Dans les départements qui lui sont soumis la mortalité infantile est ordinairement supérieure à la moyenne française : elle devait l'être pour la même raison dans presque tout le monde gréco-romain.

3<sup>o</sup> L'*Exposition des nouveau-nés*, c'est-à-dire leur abandon, n'était défendu par aucune loi grecque ou romaine. Beaucoup de nos contemporains, se rappelant les légendes d'Œdipe et de Romulus, croient que ces abandons n'avaient été pratiqués que dans les temps primitifs et légendaires, non à l'époque classique : l'admiration scolaire de l'antiquité empêche aujourd'hui encore trop de gens de voir ses laideurs ou même ses horreurs. En réalité les Romains, passionnés pour les tueries de l'amphithéâtre, n'étaient point férus de sentiments humanitaires ni les Grecs non plus et plusieurs textes montrent « l'exposition » en usage dans la plus belle période de l'Empire. Le philosophe stoïcien Musonius Graecus établit que c'est un devoir d'élever tous les enfants qu'on met au monde : aurait-il eu besoin d'en parler si ce devoir avait été généralement accompli ? Diodore de Sicile relate que l'abandon des nouveau-nés n'était point en usage chez les Égyptiens comme dans sa patrie. Le juif Philon, d'Alexandrie, au premier siècle de notre ère, flétrit cette pratique des Grecs et leur dit en substance : Vous raillez notre loi mais elle ne permet pas de telles abominations.

Dans les légendes qu'on vient de citer, comme dans plusieurs œuvres littéraires, l'enfant abandonné est recueilli et élevé : l'hypothèse était nécessaire pour qu'il y eut une histoire, mais se réalisait-elle dans la vie réelle ? Quelquefois certes : le nom grec de Κομπος (du fumier) paraît bien indiquer où avait été trouvé celui qui le portait ; mais non pas bien souvent : celui qui se chargeait d'un nouveau-né n'était point sûr de le conserver ni comme enfant adoptif ni comme esclave, car le père pouvait toujours le revendiquer et la personne charitable n'obtenait alors aucune compensation de ses soins et de ses dépenses ; bien plus dans l'Égypte lagide et romaine elle était imposée au profit de l'État, comme le porte le *Gnômon de l'idologue* : c'était le chef-d'œuvre d'une fiscalité poussée à ses dernières limites, mais l'Occident chrétien en a connu pendant le haut Moyen Âge une forme atténuée, car celui qui recueillait un enfant abandonné sous le porche d'une église était tenu d'offrir un repas aux *matricularii*, qui étaient alors, non les marguilliers, mais les pauvres inscrits et admis à mendier devant l'église (1). La grande majorité des enfants exposés, en Grèce et à Rome, devaient périr de faim et de froid, à moins qu'ils ne fussent dévorés par les chiens errants.

---

(1) FLICHE et MARTIN : *Histoire de l'Église*.

L'infanticide est couramment pratiqué chez certains peuples primitifs comme en Chine; il l'était aussi en Grèce et à Rome, mais sous une forme hypocrite. Dira-t-on qu'avec une cruauté qui nous révolte, il produisait les mêmes résultats que la restriction des naissances et l'avortement dans notre temps? Non, car il pouvait porter de préférence sur les filles, donc introduire un déséquilibre des sexes.

4° Les *mortalités exceptionnelles* excédaient la mortalité ordinaire jadis bien plus qu'aujourd'hui. Les unes restaient dans une certaine proportion avec la mortalité ordinaire et reparaissaient avec une certaine périodicité, irrégulière cela va sans dire, mais dont les intéressés pouvaient avoir conscience, tels les indigènes d'une île océanienne, questionnés sur leur âge et répondant : j'ai vu tant d'épidémies. Elles n'étaient, peut-on dire, que relativement exceptionnelles. Les autres l'étaient proprement et prenaient des proportions terribles : « Sussmilch, dans son ouvrage *Die göttliche Ordnung*, donne des statistiques montrant qu'au xvii<sup>e</sup> ou xviii<sup>e</sup> siècle, des épidémies enlevaient à des villes, à des provinces entières le quart, le tiers de leur population et même davantage ». (A. LANDRY, *loc. cit.*, p. 16). La même distinction devrait être introduite parmi les disettes et les guerres, dans les temps où les unes et les autres étaient fréquentes — plus d'années de guerre que de paix dans la majorité des périodes antiques — mais tantôt modérément et tantôt bien autrement meurtrières. Elle est d'une très grande conséquence, malgré son imprécision et l'impossibilité, habituelle d'ailleurs en démographie, de définir une limite numérique entre deux types et de classer les cas intermédiaires.

5° Les *guerres et leurs conséquences*. Les armées étaient peu nombreuses, H. Delbrück et M. Ferdinand Lot l'ont démontré pour l'Antiquité et le Moyen Age. Les pertes militaires ne pouvaient donc être très élevées, mais les massacres, les famines et les épidémies provoquées par les guerres tuaient plus de civils que de soldats. On trouverait pareilles choses dans toutes ou presque toutes les guerres antérieures au xx<sup>e</sup> siècle; mais dès le Moyen Age la religion interdit de réduire en esclavage des chrétiens ou du moins des catholiques (1), tandis que dans l'Antiquité ce sort pouvait être et a été très souvent celui des prisonniers faits à la guerre et de toute la population du pays vaincu, sans distinction d'âge ni de sexe. Les conséquences démographiques en étaient immenses.

D'abord dans les longues marches des caravanes d'esclaves, la mortalité devait être effroyable : à la fin du xix<sup>e</sup> siècle la colonne française lancée contre Samory suivait sa trace aux cadavres de captifs que laissait derrière lui ce chasseur d'esclaves; croit-on qu'il en ait jamais été autrement?

La condition des esclaves une fois vendus à des maîtres est très mal connue dans tous les temps, même les plus proches de nous : D. Pasquet, dans son *Histoire du peuple américain* relevait cette ignorance à propos des nègres des États-Unis et cependant, au moment où il écrivait, des hommes existaient

---

(1) Ce contraste est vrai en général, mais dans le détail le Moyen Age a connu soit des serfs vendus sans la terre, donc comme des esclaves, soit des esclaves proprement dits provenant des frontières de la chrétienté (pays slaves ou plutôt baltes, Orient, Espagne) puis vendus au loin : seulement ces faits étaient l'exception et non la règle comme dans l'Antiquité.

encore qui avaient vécu leur enfance dans le Sud esclavagiste avant 1865. C'est une des plus grandes lacunes de nos connaissances en histoire ancienne que de savoir si peu de choses sur les esclaves et d'être réduits à des conjectures, il est vrai fort vraisemblables parce qu'elles tiennent aux intérêts et à la nature humaine.

Quand beaucoup d'esclaves étaient jetés à la fois sur le marché, leur prix devait tomber très bas et il apparaît tel dans les cas qui nous sont connus. Nourrir un petit esclave jusqu'à ce qu'il fût en âge de travailler coûtait plus cher que d'acheter un esclave adulte : les maîtres n'avaient pas intérêt à le faire et l'exposition, permise et pratiquée, les débarrassait de cette bouche inutile. Mais, a-t-on dit, les mères, même esclaves, n'ignoraient point l'amour maternel. D'accord, seulement elles ne pouvaient pas plus sauver leurs enfants qu'une chienne empêcher son maître de jeter ses petits à la rivière.

Les guerres et les dévastations périodiques n'ont pas empêché l'accroissement des populations occidentales aux XI<sup>e</sup>, XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles : quand on conclut de ce fait que les guerres de l'Antiquité n'ont pas été plus nocives, on oublie que c'est surtout comme razzias d'esclaves qu'elles détruisirent des hommes.

6<sup>o</sup> *Les périodes de l'histoire démographique antique.* — Du moment où les Romains sont sortis de la péninsule italique jusqu'à l'effondrement de leur empire, au V<sup>e</sup> siècle de notre ère, on peut distinguer trois périodes, dont chacune a duré un peu plus de deux siècles :

La conquête (264 à 31 av. J.-C.) mêlée de guerres civiles dans ses cent dernières années : la guerre et surtout la réduction en esclavage ont alors enlevé une partie, souvent très grande, de leur population à des provinces entières, sans apporter au pays de destination des esclaves, c'est-à-dire au pays conquérant une augmentation de population équivalente ni durable; une importante dépopulation du monde méditerranéen a dû se produire alors, mais pour en rendre compte il n'est pas nécessaire de supposer une diminution de la natalité.

La paix romaine de 31 av. J.-C. à 192 de notre ère; à partir du milieu de II<sup>e</sup> siècle se sont produites une série de « pestes » meurtrières et prolongées : on devrait donc s'arrêter aux environs de 150 ap. J.-C. pour déterminer le mouvement habituel de la population, en dehors des calamités exceptionnelles. Il faudrait même, dans une large mesure, faire abstraction du règne d'Auguste, qui après Actium maintint la paix dans les provinces déjà romaines, mais réalisa la conquête de régions restées indépendantes à l'intérieur de l'Empire (Alpes, Nord-Ouest de l'Espagne, certains territoires africains) et de vastes pays limitrophes (régions danubiennes, une partie de la Germanie). L'afflux des nouveaux esclaves, leur bas prix et l'intérêt des maîtres à ne pas élever les petits esclaves ont dû persister pendant ce règne. C'est seulement lorsque Tibère eût renoncé aux tentatives de conquérir la Germanie, ou plutôt un certain nombre d'années après cette renonciation, que le prix des esclaves dut s'élever suffisamment pour faire de leur élevage une opération avantageuse. Les maîtres le comprirent-ils à temps. Comme le conseillait Columelle (1)

---

(1) *De re rustica* 1, 8, 19 (ouvrage écrit après 42 de notre ère, dans la période de paix).

encouragèrent-ils la fécondité des femmes esclaves pour augmenter le patrimoine? Ou, au contraire, le maintien des habitudes anciennes fit-il continuer l'extinction de la classe servile? Question capitale, mais ce qu'il faut marquer ici c'est qu'elle se pose seulement pour une période assez courte, cent à cent vingt années environ, de l'adoption par Tibère d'une politique défensive jusqu'au milieu du II<sup>e</sup> siècle — et encore interrompue par les conquêtes de Trajan (98-117) en Dacie et en Orient (1). Pendant cinq siècles sur six la guerre ou des épidémies tout à fait exceptionnelles ont dominé et faussé le mouvement de la population dans le monde romain.

A partir de 192 chaque armée romaine s'efforce de faire son chef empereur afin qu'il lui verse un *donativum*; pour combattre les autres armées elle traverse l'empire en commettant des pillages et des dévastations, bien moins nuisibles certes que dans les sociétés actuelles où les instruments de destruction sont infiniment plus nombreux, plus perfectionnés et plus coûteux, et peut-être aussi en faisant des captifs pour les vendre : s'il en a été ainsi — ce qu'on ne paraît avoir guère discuté et ce que les sources, très pauvres, ne permettent peut-être point d'établir avec certitude — si les Barbares et les Perses, entrés dans l'empire dès le III<sup>e</sup> siècle, ont, eux aussi, réduit beaucoup d'hommes en servitude, la grande cause de dépopulation antique aurait agi dans cette période comme au temps de la conquête, et même de façon plus immédiate quand les ravisseurs, probablement surtout les Perses, vendaient leurs captifs hors de l'Empire. En revanche le colonat, ancêtre du servage médiéval s'est alors développé. Quand les colons étaient des esclaves, leur fixation sur un lot de terre leur permettait, leur commandait même de fonder un foyer : une exploitation rurale peut-elle se passer de l'aide d'une femme? Quand les colons provenaient d'hommes libres, privés désormais d'une part de leur liberté, puisque attachés à la terre, la transformation n'avait pas la même portée démographique (2).

Toute discussion sur la dépopulation présumée dans l'Antiquité doit distinguer entre les temps : la dépopulation dans les cinq siècles de calamités constituerait un accident tel qu'il s'en est produit dans le passé humain beaucoup d'analogues; la dépopulation pendant le siècle exempt de grands malheurs constituerait une exception et prouverait une maladie propre au monde romain, une natalité insuffisante au regard non de la mortalité actuelle, mais de la mortalité de ces temps.

## II

### EXTINCTIONS D'ARISTOCRATIES ET DÉPOPULATIONS LOCALES

L'aristocratie romaine a disparu : dès le I<sup>er</sup> siècle de notre ère, Vespasien dut, pour la renouveler, faire venir à Rome un grand nombre de familles riches d'Italie. Le fait est incontestable mais il n'a pas été déterminé seulement par

---

(1) Les conquêtes d'Auguste en Germanie et de Trajan en Orient n'ont pas apporté d'extension territoriale durable, mais des esclaves — ce qui seul importe ici.

(2) M. Wałek-Czernecki a soutenu au Congrès historique de Zurich (1938) que les colons s'étaient recrutés uniquement parmi les hommes libres — opinion fondée sur sa conjecture que la population servile s'était entièrement ou presque entièrement éteinte.

la rareté, incontestable elle aussi, des mariages et des naissances : les proscriptions y ont été pour beaucoup :

En pays grec le texte si souvent cité de Polybe — on ne veut plus élever d'enfants, — les inscriptions d'Ilion et de Milet révélant tant de célibataires et si peu d'enfants ne concernent que la classe supérieure. Au temps de l'esclavage, les citoyens en formaient une, même dans la démocratie, qui a été dans les cités grecques un régime exceptionnel, celui d'Athènes et pendant deux cents ans à peine, car avant la fin du iv<sup>e</sup> siècle le corps des citoyens y fut réduit à des censitaires, c'est-à-dire de plus de moitié. Dans les autres cités grecques et presque à toutes les époques le régime habituel fut aristocratique (1). Les témoignages dont nous disposons établissent seulement qu'en Grèce et à Rome les aristocraties se sont éteintes : dans combien de contrées le fait ne s'est-il pas produit également ?

Plusieurs écrivains grecs ont assuré dans les premiers siècles de notre ère que leur pays s'était dépeuplé. Ne généralisaient-ils pas abusivement ce qui n'était vrai que de certaines régions ? On paraît bien l'avoir fait pour l'Italie. Même en laissant de côté cette question, leur affirmation comprend trois éléments qu'il faut discuter un à un :

a) Certaines parties de la Grèce leur semblent presque vides d'habitants : l'île d'Eubée par exemple est à peu près déserte. — Simples impressions certes, mais significatives. Il reste à prouver qu'au v<sup>e</sup> ou au iv<sup>e</sup> siècle av. J.-C. la population était plus nombreuse : dépopulation signifie diminution et non faiblesse constante du nombre des habitants.

b) Parfois ces écrivains affirment que des indices visibles de dépopulation ont été reconnus par leurs contemporains : Mégalopolis — la grande ville — a été surnommée le grand désert. — Ces indices appellent presque tous une discussion. Ainsi Mégalopolis, place forte créée contre les Spartiates, volontairement, en Arcadie qui jusqu'alors n'avait pas de villes, a pu dès son origine être bâtie sur un plan trop vaste, pour une population escomptée mais qui n'est pas venue s'y fixer. A Rome vers 1890 on voyait quantité de maisons inhabitées et dont certaines tombaient en ruines parce que leurs propriétaires, ne touchant aucun loyer, n'avaient pas les moyens de les entretenir : on aurait pu croire à un déclin de la population, si les recensements n'avaient démontré qu'elle avait seulement augmenté moins vite qu'on ne l'avait espéré après que la ville pontificale était devenue la capitale du royaume d'Italie ; l'accroissement s'est produit par la suite ; peut-être à Mégalopolis ne s'est-il jamais réalisé, sans que, pour autant, il y ait eu dépopulation.

c) A défaut d'indices particuliers, certains ont affirmé au temps de l'Empire romain, que la Grèce était alors moins peuplée qu'elle ne l'avait été cinq cents ans plus tôt. L'assertion résultait de l'idée qu'ils se faisaient de la population qu'avait eue la Grèce dans sa période la plus brillante. Cette idée était-elle juste ? On n'a pas le droit de l'affirmer, surtout lorsqu'on se rappelle les ima-

---

(1) Parce qu'Athènes est bien mieux connue que les autres cités grecques et parce qu'elle a produit les principaux écrivains, on s'exagère son importance dans le domaine des réalités et on la prend pour la règle tandis qu'en politique elle fut l'exception : l'admiration littéraire est le contraire de la critique historique.

ginations fantastiques que devaient se forger les humanistes des temps modernes, dont l'un attribuait 14 millions d'habitants à la Rome antique.

On voit l'étendue de nos incertitudes. Admettons cependant la dépopulation de la Grèce à partir de la fin du IV<sup>e</sup> siècle av. J. C., sinon comme absolument démontrée, du moins comme très probable; elle s'est accompagnée de deux émigrations, vers l'Orient après la conquête d'Alexandre (mort en 323) et vers l'Italie après la conquête romaine (197 — 146). L'émigration volontaire ne peut en rien être comparée à celle qui partit d'Europe entre 1815 et 1914 : des professions exercées par les Grecs au dehors, la seule qui employât beaucoup d'hommes était celle des soldats mercenaires et leur recrutement paraît avoir cessé dès la fin du III<sup>e</sup> siècle. Mais l'émigration forcée des esclaves eut une bien autre ampleur : toute la population de l'Épire, par exemple, fut vendue par les Romains.

Ces faits laissent place à deux hypothèses : 1<sup>o</sup> l'émigration a suffi à dépeupler la Grèce, malgré une natalité égalant la mortalité ou même la dépassant, mais d'un chiffre moins fort que celui des émigrants : le nombre des Grecs n'aurait pas diminué, mais une partie d'entre eux se seraient fixés hors de Grèce, de même qu'aujourd'hui la moitié des Irlandais vivent aux États-Unis. Le témoignage de Polybe ne vaudrait que pour la classe riche dont il faisait partie : il aurait eu tort de l'étendre à tout un peuple.

2<sup>o</sup> L'émigration était ancienne; précédemment elle n'avait pas dépeuplé la Grèce. Si la natalité ne l'a plus compensée, c'est à cause d'une diminution qu'il faut expliquer et qu'on peut en effet expliquer par le témoignage de Polybe comme par l'inscription d'Ilion.

Pour écarter la première hypothèse au profit de la seconde il faudrait être certain : a) que l'émigration n'a pas pris, après les conquêtes macédonienne et romaine, une ampleur qu'elle n'avait jamais eue dans le passé — b) que le texte de Polybe, les inscriptions d'Ilion et de Milet caractérisent les mœurs de la plupart des Grecs et non celles d'une minorité.

En dehors de la Grèce il est dans l'empire romain trois provinces dont la dépopulation se trouve attestée par les Anciens : le Latium, l'Étrurie méridionale et les bords du golfe de Tarente. Toutes trois appartiennent à la péninsule italique et sont de ces plaines basses qui, par contraste avec la sécheresse méditerranéenne, sont menacées de se transformer en marécages fiévreux dès qu'on cesse de les cultiver et de les drainer. Toutes trois, et particulièrement la campagne romaine ne devaient être reconquises par l'homme qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle; jusqu'alors il avait de plus en plus reculé devant la malaria : la petite ville de Ninfa a été abandonnée au XVII<sup>e</sup> siècle. Peut-être ce désastre fut-il la conséquence lointaine des premières conquêtes romaines, du massacre ou de la réduction en esclavage des petits peuples latins, étrusques et apuliens; pour empêcher ces terres de devenir des marais, il fallait un travail continu, certaines d'entre elles le devinrent parce qu'avec moins de cultivateurs une partie du sol fut abandonnée; les fièvres diminuèrent le nombre et la force des habitants qui subsistaient; d'où un nouveau recul de la culture et une nouvelle extension des marais; pendant vingt siècles, chacun des faits aggrava l'autre. Les terres, enlevées aux anciens habitants devinrent *ager publicus* et comme telles furent louées, puis usurpées par les nobles romains qui les

vouèrent à l'élevage. Peut-être les travailleurs avaient-ils manqué au début par une suite de la conquête; la diminution du produit brut était plus que compensée par l'économie de main-d'œuvre; il eût été difficile et coûteux de revenir sur la dégradation du sol une fois qu'elle était commencée : soit l'une de ces raisons, soit toutes trois, ensemble ou successivement, déterminèrent la conduite des propriétaires.

*Latifundia perdidere Italiam*, ce jugement d'un ancien ne retient que l'une des deux causes de la dépopulation dans ces trois régions et suppose que cette cause agit sur toute l'Italie — ce qui d'ailleurs, pour les Anciens, ne signifiait que la péninsule, à l'exclusion de la plaine du Pô et des îles : plus du tiers, près de la moitié des Italiens actuels vivent en dehors de l'Italie antique. Des auteurs modernes ont échafaudé à partir de là une série d'hypothèses : la culture des céréales en Italie n'aurait pu résister à la concurrence des blés de Sicile et d'Afrique; il aurait fallu les remplacer par l'élevage, la vigne et l'olivier, convenant seulement aux grands domaines dont l'extension aux dépens des petites propriétés s'expliquerait ainsi par des raisons économiques. Avant de discuter ces hypothèses, notons qu'il faut à l'élevage moins de main-d'œuvre qu'aux céréales, mais à la vigne et à l'olivier beaucoup plus : on suppose donc deux influences opposées, tendant l'une à la diminution, l'autre à l'accroissement de la population rurale.

Mais ces hypothèses sont contredites par des faits connus. L'Italie n'a pu produire beaucoup de vin et de viande, très peu consommés en dehors de la classe riche, ni beaucoup d'huile d'olives, puisqu'elle en importait d'Afrique, donc ne suffisait point à sa propre consommation. Surtout la culture des céréales n'a pu reculer autant qu'on le suppose dans un grand pays. On assimile inconsciemment l'Italie antique à la Grande-Bretagne actuelle, où l'élevage occupe presque tout le sol parce que les blés d'outre-mer nourrissent les Anglais, et cela, grâce à la facilité des transports. Mais au début de l'ère chrétienne combien aurait-il fallu de minuscules bateaux à voiles pour contenir le chargement d'un cargo-boat actuel et combien de chariots, aux chevaux mal attelés et mal utilisés, pour amener les grains des ports aux localités de l'intérieur? Le blé fourni comme tribut par la Sicile et l'Afrique assurait, nous dit-on, les distributions faites par l'État à la plèbe romaine : ce n'est pas énorme, même dans l'hypothèse où Rome aurait été une très grande ville; c'est fort peu de chose si, comme le pense M. Ferdinand Lot, sa population ne dépassait pas beaucoup 200.000 habitants. De toute façon les Italiens qui n'habitaient pas à Rome, c'est-à-dire l'immense majorité, ne recevaient rien de l'Empereur et ne pouvaient se nourrir que de ce qu'ils récoltaient eux-mêmes. Tant que la facilité des transports n'est pas devenue ce qu'elle est aujourd'hui, c'est-à-dire inouïe et proprement impensable pour un homme d'autrefois, la spécialisation économique d'un pays était une impossibilité.

Des Latins, puis des Italiens ayant obtenu les droits de citoyen romain ont pu être attirés soit à Rome par les distributions de grains et par les spectacles, soit dans les colonies fondées en pays conquis par les distributions de terres, mais on ne doit pas exagérer leur nombre : l'importance de l'émigration libre et celle des villes étaient alors sans commune mesure avec ce qu'elles sont devenues au XIX<sup>e</sup> siècle.

Ou bien l'assertion que la population de toute l'Italie a diminué n'est que la généralisation d'observations valables pour quelques provinces seulement; ou bien elle est fondée et alors une redistribution de la population ne l'expliquerait que partiellement, une utilisation plus rationnelle du sol ne saurait aucunement l'expliquer ni même être supposée. Il y aurait eu dépopulation; mais il faudrait encore rechercher si cette dépopulation s'expliquerait uniquement par les guerres et leurs conséquences proches et lointaines ou si elle s'est accentuée, en dehors des pays de malaria, même en période favorable.

### III

#### L'ENSEMBLE DU MONDE ROMAIN

Les faits qui viennent d'être exposés ont frappé les contemporains; ils sont établis les uns avec certitude et les autres avec une très grande probabilité; au contraire la dépopulation du monde romain ou d'une très grande partie du monde romain n'a pas été reconnue par les contemporains, mais présumée par des historiens modernes d'après d'autres faits qu'ils considéraient comme ses conséquences ou ses causes.

1° Auguste a fait adopter une législation nataliste : c'est que le danger de la dépopulation lui apparaissait; cette législation a été maintenue pendant plusieurs siècles : c'est que le danger continuait d'être reconnu. — On oublie que cette législation s'appliquait uniquement aux citoyens romains, qui habitaient presque tous l'Italie, dont la dépopulation, réelle ou admise par les contemporains, aurait suffi pour provoquer de telles réformes. Certes Caracalla accorda le droit de cité à tous les hommes libres de l'Empire, au III<sup>e</sup> siècle, et dès lors ils furent tous assujettis à la législation nataliste : fût-ce un effet de la routine — ce qui n'aurait rien d'étonnant — ou bien, trois quarts de siècle après le début des « pestes » qui avaient marqué le règne de Marc-Aurèle, eut-on la conscience nette d'une dépopulation de tout l'Empire? En tout cas rien ne prouve que cette dépopulation se soit déjà manifestée dans le siècle de paix.

2° L'appauvrissement du monde romain a été aussi considéré comme une conséquence de sa dépopulation. On n'affirme pas un abaissement du niveau de vie : il n'est pas connu avec précision et, pour la grande majorité des hommes, il a sans doute toujours été très bas. On suppose, au contraire, que la production, la consommation et l'excédent de la première sur la seconde seraient restés les mêmes pour chaque travailleur et que la diminution du nombre des travailleurs aurait seule réduit l'ampleur totale de cet excédent, qui devait entretenir les villes — alors parasites de la campagne — et les services publics. Le déclin des villes (1) et la gêne financière auraient été les suites, par conséquent les indices de la dépopulation.

Le nombre des citadins a-t-il diminué autant qu'on le suppose? Les villes du IV<sup>e</sup> siècle sont minuscules; nous le savons parce qu'elles sont entassées dans

---

(1) En lui-même de portée assez restreinte, puisque la très grande majorité des hommes étaient alors occupés au travail de la terre. Pour les époques fort antérieures aux recensements on peut évaluer, très grossièrement, la population urbaine — le petit chiffre — et pour ainsi dire pas la population rurale, le chiffre principal.

d'étroites enceintes et cet entassement a justement permis d'évaluer leur population d'après la surface bâtie. Mais des villes ouvertes des deux premiers siècles nous retrouvons seulement les fondations de quelques édifices fort distants les uns des autres; quand on attribue à ces villes une grande superficie bâtie, on admet que les maisons se pressaient sans intervalle d'une ruine à l'autre, mais cette supposition est purement gratuite, puisqu'il s'agit de villes ouvertes. Le déclin des villes sous le Bas Empire est probable, mais il ne peut être mesuré de façon même approximative, il a dû être beaucoup moins ample qu'on ne le suppose, comporter un resserrement plus qu'une diminution des maisons et des habitants; enfin rien ne prouve qu'il ait commencé avant l'an 150.

Que les difficultés financières du Bas Empire aient été réelles et très graves, cela est hors de doute : la fiscalité est devenue de plus en plus lourde et ne procurait cependant au Trésor que des ressources de plus en plus réduites, si bien que les effectifs militaires devinrent presque dérisoires, faute de pouvoir solder et entretenir les troupes. Mais que ces difficultés aient été provoquées uniquement ou principalement par la diminution du nombre des contribuables, c'est ce qu'il est difficile de démontrer.

Pendant le III<sup>e</sup> siècle les monnaies ont été de plus en plus altérées pour finir par n'être plus que des pièces de cuivre recouvertes d'une mince pellicule d'argent, véritables assignats métalliques. C'est que durant l'anarchie militaire chacun des empereurs rivaux, réduit à quelques provinces, ne pouvait y trouver des ressources suffisantes à des dépenses très lourdes — depuis la fin de la seconde guerre punique les grandes armées de Rome ont été les armées de guerre civile — et qu'il était impossible d'ajourner : tout retard dans le paiement de la solde eût entraîné le renversement de l'empereur, comme celui des présidents des républiques sud-américaines. A la restauration de l'unité impériale Dioclétien joignit celle d'une monnaie de bon aloi, mais qui se trouva en quantité insuffisante en face de prix d'inflation qu'il fut impossible de ramener à leur ancien niveau : sans prétendre assimiler les deux situations, ne peut-on songer aux difficultés que rencontra le Directoire après avoir été forcé de renoncer au papier-monnaie? Après Dioclétien, les guerres civiles et le morcellement de l'Empire ne tardèrent point à reparaitre ; pourquoi chercher à l'appauvrissement de l'État des causes démographiques?

Une autre hypothèse économique ne devrait-elle pas être examinée aussi le paiement des impôts et l'acquittement des dépenses publiques dans un grand État supposent l'emploi de la monnaie. Avant la découverte des mines d'Amérique, le stock métallique était si restreint qu'en tous pays l'économie en nature tenait plus de place que l'économie monétaire. Cette dernière était nécessaire au commerce international, que l'on considère surtout mais dont l'importance était restreinte, et au fonctionnement de l'État, d'une portée bien plus grande. Il n'existait pas assez de monnaie pour permettre ce fonctionnement dans tous les pays à la fois. Des circonstances favorables, ordinairement la conquête et le pillage, concentraient pour un temps les métaux précieux dans un pays, qui pouvait, tant que cette accumulation durait, se donner une organisation de grand État. Les exemples les mieux connus sont ceux de l'Égypte Lagide et de l'Empire romain : tous deux commencèrent par

entretenir des armées importantes pour l'époque et finirent par ne plus pouvoir les payer en argent, mais seulement en terres.

3° La facile installation des Barbares dans l'empire a été citée comme une preuve de sa dépopulation. En réalité quel que fût le nombre des habitants de la *Romania*, il excédait de beaucoup celui des envahisseurs, qui était minuscule : les invasions et leur succès ne s'expliquent pas par des considérations numériques et ne supposent pas plus la dépopulation du monde romain que la surpopulation de la Germanie. Les peuples barbares sont entrés le plus souvent comme fédérés au service de l'Empire et bien moins souvent comme ennemis : la disparition de l'esprit militaire explique la recherche de soldats hors de l'Empire comme l'incapacité de résister aux envahisseurs.

La plupart des pays conquis par les Barbares ont conservé leur langue : n'est-ce pas la preuve que les conquérants y étaient en très faible minorité? Là où s'est propagée une langue germanique — dans la Grande-Bretagne (pas toute entière) la moitié flamande de la Belgique, la rive gauche du Rhin — on peut admettre que la population pré-germanique était peu nombreuse. Mais les envahisseurs peuvent l'avoir détruite, au moins en très grande partie : cela ne paraît guère douteux pour les Celtes de Grande-Bretagne. La population peut aussi avoir été toujours peu nombreuse. Même dans les rares pays germanisés une dépopulation antérieure à l'invasion n'est pas démontrée.

Ainsi le déclin des villes a été exagéré et les autres faits invoqués n'ont pas la valeur qu'on leur attribue d'indices de dépopulation et surtout de dépopulation antérieure au milieu du 11<sup>e</sup> siècle de notre ère, puisque la plupart d'entre eux sont postérieurs à la courte période favorable.

Vaut-il mieux partir non des conséquences mais des causes, en s'efforçant de prouver soit que les facteurs de dépopulation, énumérés dans notre première partie, ont agi dans l'Empire avec une violence particulière soit que d'autres facteurs se sont associés à eux?

A) L'émigration libre en dehors de l'Empire paraît avoir été insignifiante. On cite tel village égyptien qu'une partie de ses habitants ont quitté pour fuir les charges fiscales, mais ils n'ont pu s'établir dans les déserts qui encadrent la vallée du Nil et qui sont parmi les pires du monde, bien plutôt dans d'autres provinces romaines (1). Les hypothèses sur le rôle de l'émigration libre, discutées à propos de la Grèce, n'ont pas lieu d'être examinées ici. Quant à la transportation d'esclaves en dehors de l'Empire, elle a pu être réalisée à partir du 11<sup>e</sup> siècle et vers l'Orient civilisé plutôt que vers la Germanie barbare : elle n'intéresse pas les cent ou cent vingt années de paix romaine.

B) La balance des naissances et des décès est ici l'élément essentiel du problème. Les hypothèses qu'on forme à son sujet doivent satisfaire à trois conditions :

1° La mortalité était en tout temps bien plus forte qu'aujourd'hui; en certaines années, qui n'étaient pas séparées par de très longs intervalles, elle s'élevait notablement plus haut; dans les grandes catastrophes, vraiment exceptionnelles, elle atteignait des proportions dont l'Europe actuelle ne

---

(1) Les découvertes de matériel magique agricole égyptien en Gaule, doivent-elles faire supposer des émigrants venus de ce pays dans le nôtre?

peut nous donner une idée. Voilà les faits établis dans la première partie de cette étude.

2° La dépopulation de l'Empire romain, si elle s'est produite, n'a pu être très accentuée : autrement aurait-elle échappé aux contemporains, qui ont affirmé celles de contrées plus restreintes, et pourrait-elle prêter à discussion entre les historiens modernes ?

3° La période considérée est très longue ; un excédent des décès sur les naissances, même très modeste, continué pendant un tel nombre d'années, aurait réduit la population à un chiffre infime ; ce résultat ne s'est pas produit : donc ou l'excédent a été prodigieusement faible ou il ne s'est produit que pendant la moindre partie de la période.

*Première hypothèse.* — La natalité, même en restant bien plus forte qu'aujourd'hui, aurait été insuffisante pour compenser la mortalité ordinaire ; *a fortiori* les mortalités exceptionnelles n'auraient été compensées par rien. — La population aurait disparu très rapidement : ce n'est pas le cas ; donc l'hypothèse ne peut être retenue.

*Deuxième hypothèse.* — La natalité égalait ou même excédait un peu la mortalité ordinaire, mais l'absence d'excédent ou le faible excédent ne compensait pas les mortalités exceptionnelles. Chacune d'elles entraînait une diminution de la population qui n'était jamais réparée. — La fréquence des mortalités exceptionnelles était telle que la diminution aurait en trois ou quatre siècles dépassé sans doute celle qu'on constate — ou qu'on soupçonne — dans l'Empire Romain. La seconde hypothèse ne peut donc pas non plus être retenue.

*Troisième hypothèse.* — L'excès des naissances sur les décès dans les années ordinaires suffisait à compenser les déficits causés par des mortalités exceptionnelles si fréquentes qu'on pouvait presque les dire habituelles, mais non pour réparer les effets d'une mortalité vraiment exceptionnelle, énorme et qui se serait produite une seule fois — guerre ou épidémie particulièrement dévastatrice. — Il y aurait eu de ce chef une diminution de la population, mais réalisée une fois pour toutes et non destinée à se reproduire ni à s'accroître par la suite.

Numériquement la dernière hypothèse nous semble la seule qu'on puisse retenir ; historiquement on peut citer à son appui les « pestes » du règne de Marc-Aurèle, les guerres civiles et les invasions du III<sup>e</sup> et du IV<sup>e</sup> siècle. Contre elle on a invoqué ou on peut invoquer des considérations dont aucune ne nous paraît établie :

1° On ne suppose la dépopulation que dans les pays hellénisés de la *pars orientalis* ou romanisés de la *pars occidentalis*, mais on compte parmi les derniers l'Italie, la Gaule, l'Espagne et l'Afrique, qui comprenaient la grande majorité du territoire de l'Occident et la presque totalité de sa population puisque les provinces danubiennes et la Bretagne n'avaient alors que très peu d'habitants. — La restriction n'a donc pas une portée suffisante pour détruire ou atténuer sérieusement les raisonnements précédents.

2° Quand Auguste a voulu présenter aux Romains un exemple de fécondité exceptionnelle, il a choisi Crispinius Hilarus, père de huit enfants : n'est-ce pas la preuve que les familles de huit enfants vivants étaient très rares, même

dans la classe libre pauvre à laquelle appartenait le héros de la fête, tandis qu'on en comptait 151.750 dans la France de 1926 à reproduction déficitaire? On peut répondre qu'Auguste connaissait sans doute fort mal les classes populaires et instinctivement les jugeait à peu près semblables à l'aristocratie stérile au milieu de laquelle il vivait. Les chambres françaises commirent pareille erreur il y a une soixantaine d'années quand elles accordèrent une bourse d'internat de lycée à chaque famille de sept enfants et plus, pour s'apercevoir ensuite que le nombre de ces familles dépassait infiniment celui des internes que pouvaient contenir les lycées et qu'il était nécessaire de revenir sur la mesure. D'autre part, une telle rareté des familles nombreuses supposerait une natalité inférieure à celle de la France en 1926, en face d'une mortalité très supérieure : la population de l'Italie aurait disparu en quelques générations. Le fait ne s'est pas produit : la conclusion qu'on a voulu tirer de cette anecdote était déjà douteuse à cause de l'erreur qu'on devait craindre de la part d'Auguste; elle apparaît tout à fait impossible; l'anecdote prouverait trop et c'est pourquoi elle ne prouve rien (1).

3° Les classes supérieures ont dû être imitées par les inférieures, dit-on enfin.

L'extrême fréquence du célibat dans les hautes classes romaines, peut-on répondre, s'explique par des conditions qui leur étaient particulières. Dès le dernier siècle de la République les *justae nuptiae*, c'est-à-dire l'union avec une femme de rang égal (2), ne conféraient plus au mari ni l'autorité sur sa femme ni la disposition de sa dot : la femme restait soumise à son père, qui administrait son bien, elle pouvait quitter son mari quand il lui plaisait ou quand son père le lui ordonnait. Dans de telles conditions ce qui est étonnant, ce qui requiert explication, ce n'est pas la rareté ni le peu de durée des mariages, qui pouvaient être dissous par la volonté d'un seul et instantanément, c'est qu'il se soit trouvé de riches Romains pour contracter des mariages et pour ne pas leur préférer des liaisons, qu'ils étaient maîtres et seuls maîtres de rompre, avec une esclave sur laquelle ils avaient tout pouvoir, plus la possibilité d'adopter, s'il leur plaisait, les enfants qu'ils en avaient et qui par là devenaient citoyens.

Mais l'homme libre pauvre n'avait pas le moyen d'acheter une esclave : il lui fallait prendre femme dans sa classe pour obtenir, avec les satisfactions sexuelles, les soins ménagers, dont les citadins pouvaient à la rigueur se passer, à cause de l'extrême simplicité de la vie populaire antique, mais qui étaient

---

(1) Crispinius Hilarus avait huit enfants vivants; des décès prématurés avaient pu décimer les enfants qui lui étaient nés : opposer la mortalité à ce chiffre de huit, qu'elle pouvait avoir en partie déterminée, n'est-ce pas la compter deux fois? L'objection serait très forte si nous prétendions calculer un taux de natalité ou un nombre moyen d'enfants par famille, mais nous croyons simplement qu'à une mortalité comparable à celle de la France au XVIII<sup>e</sup> siècle a dû correspondre, pour que la population ne diminuât pas dans une proportion inouïe, une natalité assez peu inférieure à celle qui assura un accroissement entre 1715 et 1789. Or, dans la France de ce temps, beaucoup de familles avaient un très grand nombre d'enfants vivants, parce qu'à la non-réstriction ou faible restriction des naissances (alors plus fréquente que son contraire) elles avaient joint un mariage précoce et l'accident individuel d'une mortalité infantile très inférieure à la moyenne.

(2) Ni la formation ni la dissolution du mariage, alors très analogue à l'union libre, ne comportaient l'intervention de l'autorité publique.

indispensables dans une exploitation rurale : or, il faut le répéter, les cultivateurs étaient alors l'immense majorité.

D'autres considérations du même ordre pourraient sans doute être jointes à celle-là, mais un argument d'une autre nature est décisif : si les Italiens, les Gaulois, les Espagnols et les Africains avaient imité l'aristocratie romaine, ils auraient disparu comme elle, et probablement les langues d'origine latine avec eux. L'argument vaut pour la généralité des temps qui ont précédé le nôtre : la plupart des aristocraties se sont éteintes et presque tous les peuples ont persisté ; que les classes inférieures aient adopté ou à peu près (1) la démographie des classes supérieures, c'est une des plus grandes nouveautés de notre temps.

#### CONCLUSIONS

Il s'agit ici de conclusions simplement vraisemblables et dont la forme affirmative est destinée à provoquer la discussion, non à donner l'impression d'une certitude qu'on ne possède point.

La population du monde romain a été décimée par plusieurs grandes catastrophes, dont la plus meurtrière fut sans doute la conquête romaine elle-même (2) ; rien ne prouve que dans les intervalles séparant ces catastrophes, les naissances n'aient pas égalé les décès ; des excédents de naissances alors sont même probables : ces faits se retrouvent dans l'histoire de tous les peuples, comme les extinctions d'aristocraties et les dépopulations locales (3).

Ce qui fait question, c'est de savoir si les excédents de naissances dans les périodes ordinaires ont égalé les déficits causés par les catastrophes. S'il n'en a pas été ainsi, le bilan d'une longue période historique se serait traduit par une diminution de la population et il est fort possible que ç'ait été le cas. Le fait serait très grave : l'équilibre des naissances et des décès réalisé seulement dans les années bonnes et moyennes, n'est pas plus un équilibre démographique véritable que celui des recettes et des dépenses dans une banque où l'on ne tiendrait pas compte des chances de non-remboursement des crédits. Seulement ce fait est de ceux dont on peut affirmer, même en l'absence de tout document, qu'ils se sont produits bien des fois et dans bien des peuples, parce qu'ils sont nécessaires : supposer un mouvement continu de la population pendant une longue période, si faible que soit la raison de la progression ou de la dégression, c'est supposer au début ou à la fin de cette période un nombre d'hommes tellement petit qu'il est contraire à toute possibilité (4).

---

(1) Cette restriction est nécessaire : dans la France actuelle on trouve des célibataires dans la bourgeoisie par choix et dans le peuple presque uniquement par nécessité, un nombre d'enfants par ménage plus faible dans la petite bourgeoisie ou classe sociale en ascension vers le niveau bourgeois (fonctionnaires subalternes, employés de commerce) que dans la bourgeoisie proprement dite et sans doute d'autres différences encore.

(2) Les civilisations grecque et romaine ont-elles été des dévoratrices d'hommes ? Le fait nous semble établi. Dans quelle mesure ? Il faudrait, à défaut d'un chiffre inaccessible, donner au moins un ordre de grandeur.

(3) En 1830 la Mitidja était, comme la Campagne romaine, un marécage très peu habité ; on ne pourrait cependant prononcer le mot de dépopulation qu'après avoir établi qu'à une époque précédente elle avait été plus peuplée.

(4) Cette remarque ne condamne-t-elle pas le principe même de toute « courbe logistique » de la population ? Existe-t-il même une raison d'admettre que le mouvement de la population doive se conformer à une courbe mathématique quelconque.

Si l'on avait pu établir 1<sup>o</sup> que la population du monde romain a décrû, 2<sup>o</sup> que cette décroissance a été provoquée par une insuffisance des naissances au regard de la mortalité ordinaire, c'est-à-dire en dehors des périodes de guerre ou d'épidémie, on aurait mis en lumière un fait inconnu avant notre temps. Ce qu'on sait et ce qu'on peut conjecturer paraissait au contraire rentrer dans la norme des périodes passées.

Faut-il conclure que les recherches sur le problème de la dépopulation gréco-romaine s'avèrent sans portée? Nullement. Elles ont mis en lumière des traits de la civilisation antique qu'on ne voyait pas ou ne voulait pas voir et introduit dans l'interprétation de l'économie romaine plus d'intelligence que n'en avaient apporté les précédents historiens : voilà leur importance pour l'histoire de l'Antiquité. Elles en ont présenté une aussi pour la science démographique : il y a un siècle, lorsque presque tous les écrivains avaient la crainte, disons mieux la hantise de la surpopulation, elles ont conduit Zumpt à prophétiser la dépopulation de l'Europe dans un lointain avenir. Maintenant, à la vérité, il ne serait plus nécessaire d'étudier la dépopulation présumée du monde romain, puisque aujourd'hui on peut établir avec une entière certitude la dépopulation effective de la France et de l'Autriche, la dépopulation virtuelle du nord-ouest de l'Europe (hormis les Pays-Bas), des États-Unis, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, bref de presque tous les pays de civilisation démocratique, c'est-à-dire étendue, pour la première fois dans l'histoire, à la généralité des hommes.

Jean BOURDON.

## DISCUSSION

**M. BROUSSE.** — Au sujet de la population de la Rome antique on pourrait se faire une idée du chiffre minimum par la capacité des grands amphithéâtres. Le Colisée comportait 50.000 places. Le Cirque Maxime, entre la Palatin et l'Aventin, en comptait 160.000 et la foule s'y pressait, puisque l'histoire garde le souvenir d'une catastrophe. Le cirque ayant été ouvert avant son achèvement, il comportait encore une partie provisoire construite en planches. Cet échafaudage s'effondra sous le poids de la foule qui s'y pressait entraînant un nombre considérable d'écrasés. Enfin, il existait un troisième grand cirque construit sous Néron sur la colline du Vatican, dont la capacité approchait celle du cirque Maxime. On donnait surtout, dans ces deux cirques, des courses de chars auxquelles leur forme très allongée se prêtait bien. On doit observer que les esclaves n'étaient pas admis dans les cirques. Ils constituaient pourtant une partie très importante de la population.

**M. Jean BOURDON.** — Il y aurait beaucoup à dire contre toute tentative d'évaluer la population d'une ville par ses monuments. Sans développer ces objections de méthode, on remarquera que les jeux publics, donnés certains jours seulement, ne devaient pas l'être dans plusieurs édifices à la fois, comme il arrive pour les représentations quotidiennes de nos théâtres : on ne doit donc tenir compte que du cirque Maxime, le plus grand. A cause de leur caractère exceptionnel, les représentations attiraient les habitants de la banlieue de Rome, alors moins

dépeuplée qu'en 1870. Les places occupées par les Romains, certes les plus nombreuses, supposeraient, avec l'addition des esclaves, une population de la *ville* d'un ordre de grandeur fort analogue aux 200 ou 250.000 habitants admis par M. Lot.

M. BROUSSE. — De l'époque de Jules César à Trajan, la différence est la même qu'entre une ville du Moyen Age et une grande ville moderne.

M. Jean BOURDON. — Cette opinion devrait être expliquée et précisée, car sous cette forme elle semble méconnaître le contraste entre les villes de l'Antiquité et celles de notre temps.

M. BROUSSE ajoute qu'il tient à la disposition de la Société un album de reconstitution de la Rome antique avec photos de l'état actuel et texte explicatif. Cet album est l'œuvre d'un professeur d'archéologie de l'Université de Rome dont il a suivi pendant plusieurs années les leçons faites sur les lieux mêmes.

M. DE RIEDMATTEN rappelle au sujet de l'exposition des enfants que ce moyen, légal dans l'antiquité, de se débarrasser de ceux qu'on jugeait en surnombre, est passé dans la légende de Jupiter, nourri par la chèvre Amalthée, légende d'Œdipe, légende de Moïse abandonné sur le Nil et recueilli par la fille du Pharaon.

Selon le conférencier, ce sont les filles surtout dont on eut voulu à l'époque se débarrasser ainsi, comme inutiles. M. DE RIEDMATTEN ne le croit pas, car à aucun moment de l'histoire ancienne, les hommes ne paraissent avoir eu de difficultés de se marier. Et notamment l'empereur Auguste n'eut pas cherché à flétrir et pénaliser les célibataires hommes, si le nombre des femmes avait été insuffisant. Il semble que « l'exposition » ait dû, en conséquence, porter aussi bien sur les garçons que sur les filles.

M. Jean BOURDON. — Aucune difficulté en effet au mariage des hommes dans la classe supérieure, la seule que nous connaissions, mais où beaucoup d'hommes ne tenaient point à se marier : les femmes de cette classe, même si elles étaient moins nombreuses que les hommes ont pu être souvent condamnées à des mésalliances, comme celles que firent la femme de Marius, la mère de Cicéron ou celle d'Auguste. Mais que se passait-il dans les classes inférieures, l'immense majorité de la population? Nous l'ignorons. La législation populationniste d'Auguste ne s'appliquait pas seulement aux deux premiers ordres, comme on l'a parfois supposé à tort, mais elles ont été rédigées surtout d'après les conditions particulières aux nobles et aux chevaliers, conditions qu'Auguste aurait cru être aussi celles des classes populaires : une telle erreur peut être supposée parce qu'elle a été commise en d'autres temps par les gouvernants; elle paraît probable à cause de la grande place que tiennent dans ces lois des dispositions qu'intéressaient seulement les hommes ayant quelque fortune — incapacité d'hériter ou de tester — voire même seulement les grands personnages — préséance accordée à celui des consuls qui avait le plus d'enfants. — Certes les indices donnant à penser que l'« exposition » des filles ait été plus fréquente que celle des garçons appellent une discussion, mais les arguments qui viennent d'être développés ne permettent point d'écarter ces indices *de plans* et encore moins de conclure en sens inverse.

M. DE RIEDMATTEN. — Il est certain qu'on a dû exagérer l'importance de la

population des villes anciennes. Ce chiffre a toujours dû être assez limité par les difficultés des voies de communication utilisées pour le ravitaillement.

Cependant, le conférencier ne nous donne pas d'évaluation de la population de Babylone, qu'on peut supposer avoir été la plus grande ville de l'antiquité, si l'on en juge par son périmètre de 100 kilomètres (Paris 40 seulement).

M. Jean BOURDON. — Beaucoup de villes antiques devaient à la fois loger une population urbaine, permanente mais peu nombreuse, et abriter une population rurale beaucoup plus importante qui venait s'y enfermer en temps d'invasion. Tel était chaque *oppidum* de la Gaule indépendante, et même Syracuse : sur la plus grande partie de l'espace entouré par ses murs on n'a retrouvé aucune trace de fondations de maisons ; ce devaient être des terrains vagues où campaient les réfugiés. On nous apprend justement que ce système était fort appliqué à Babylone, dont l'enceinte englobait des jardins et des champs propres à nourrir les habitants en cas de siège. On ne peut donc rien conclure du périmètre fortifié à la surface bâtie. Par ailleurs il est vraisemblable que Babylone ait été, comme Alexandrie, une ville exceptionnelle pour l'époque, parce que voisine de terres irriguées, agglomération relativement importante — relativement car il ne saurait être question de rien qui approche des capitales contemporaines.

M. DE RIEDMATTEN. — Enfin, il est clair que des crises de natalité ont dû sévir autrefois, comme de nos jours, ainsi qu'il résulte des textes de Polybe et des lois d'Auguste. Mais on peut aussi en voir la preuve dans la destruction progressive de monuments, comme ceux de Rome par exemple, que les générations nouvelles n'étaient même pas en mesure d'entretenir.

M. Jean BOURDON. — Tout mon exposé tend à démontrer que la réalité de ces crises de natalité n'est établie ni par le texte de Polybe ni par les lois d'Auguste ni par les autres arguments des auteurs qui ont traité le sujet. Quant aux monuments, on a cessé de les entretenir, certes. Mais à quelle date ? Après les grandes invasions, après — et même notablement après que les empereurs eurent quitté Rome pour Constantinople et Ravenne. La *Ville* avait alors cessé de recevoir les tributs et les blés des provinces dont beaucoup n'appartenaient plus que de nom à l'Empire. La diminution des ressources ne suffit-elle pas à expliquer le non-entretien des monuments ? Elle se manifesta, à un moindre degré, dans toutes les villes, qui au v<sup>e</sup> siècle n'obtenaient plus des campagnes les subsistances ou redevances accoutumées et que l'insécurité générale réduisait souvent à un quasi-blocus, toujours à l'incertitude du ravitaillement. Qu'il y ait eu diminution des populations urbaines et qu'elle ait contribué à empêcher de réparer les monuments, on l'admettra aisément, mais pourquoi ne pas expliquer cette diminution simplement par les malheurs qui viennent d'être indiqués ? Pourquoi supposer des crises de la natalité ?